

Synthèse TD4

Analyse du comportement des ménages en France

Le comportement des ménages a son importance du fait de son influence sur certaines variables macroéconomiques d'un pays. Un ménage, lorsqu'il est actif et occupe un emploi, est rémunéré par un salaire. En ajoutant les opérations sur revenu de propriété, les prestations sociales et en retranchant les prélèvements obligatoires (dont les cotisations sociales), le ménage bénéficie d'un revenu disponible brut. Ce dernier peut être utilisé de différentes manières : la consommation, l'épargne, l'investissement (achat de logements). Le comportement des ménages dépend directement de l'utilisation de ce revenu disponible.

La crise économique récente a affecté le comportement des ménages ayant pour effet de ralentir la demande en volume. Un ralentissement de la consommation et de l'investissement a pu être appréhendé. La conjoncture en est donc responsable. En même temps, la structure de la demande a également été modifiée, mais depuis plusieurs décennies. Le part de chaque type de dépenses a été modifiée au cours du temps avec une diminution de la part des dépenses dites "de nécessité" ou "traditionnelles". En contrepartie, les dépenses "modernes" représentent une part croissante.

La question est de savoir le comportement des ménages a évolué dans le temps, notamment vis-à-vis de leur demande, aussi bien en volume qu'en structure, et de connaître les raisons à ce changement

Dans une première partie, nous étudierons le ralentissement de la demande des ménages sur la période récente en évoquant les explications. Puis, dans une seconde partie, nous analyserons les changements dans la structure de la demande des ménages.

1 Un ralentissement de la demande des ménages en France récemment

1.1 Des explications conjoncturelles

(i) Une explication keynésienne : le volume de la consommation dépend du revenu disponible des ménages.

(ii) Crise économique de 2009 → ralentissement du revenu national et du revenu disponible → ralentissement du pouvoir d'achat et de la demande, et hausse de l'épargne (baisse de la confiance des ménages en période de crise).

(iii) Volonté de réduction des déséquilibres budgétaires en France → réduction des dépenses publiques → ralentissement de la demande globale (dont celle des ménages).

1.2 Les autres facteurs

(i) Le développement d'un chômage structurel pesant sur le revenu des ménages et sur la consommation.

(ii) Une fiscalité pesant sur les ménages.

(iii) Une offre de crédit insuffisante de la part des banques et coût du crédit (taux d'intérêt) élevé → faiblesse de l'achat de logement (investissement des ménages).

2 Une nouvelle structure de la demande des ménages

2.1 Le constat d'un bouleversement

(i) Une vérification des lois d'Engel en France : une baisse de la part des dépenses traditionnelles (alimentaires) au profit de dépenses "modernes" (communications, santé...).

(ii) Apparition de nouvelles habitudes en termes de dépenses : goût pour la qualité, goût pour le bio, goût pour la technologie.

2.2 Les facteurs explicatifs

(i) Une élasticité-prix plus forte pour les dépenses "modernes". Or, il s'agit de biens concurrentiels : l'importance de la concurrence réduit souvent les prix.

(ii) De nouvelles formes de l'offre : engagements de dépenses (TIC...).

(iii) La diffusion du progrès technique au sein des ménages.